

Mobilisation contre la LFSS 2026

Les médecins libéraux manifestent en masse à Paris

Face aux baisses tarifaires du plan imagerie et aux mesures de la LFSS 2026, les radiologues libéraux se révoltent. Le 10 janvier 2026, ils s'étaient donné rendez-vous à Paris pour faire entendre leur mécontentement dans une manifestation massive qui réunissait des milliers de médecins libéraux.

Le [mouvement de grève](#) de la médecine libérale a lieu du 5 au 15 janvier à l'appel des syndicats des médecins libéraux et des associations d'internes, soutenus par certaines organisations de médecins hospitaliers. Dans leur viseur : la [LFSS 2026](#) et ses mesures que les médecins jugent « hostiles », « contraignantes », voire « punitives ». Les radiologues libéraux se mobilisent notamment contre les articles 77 et 78 de la LFSS et le plan imagerie 2025-2027 de l'Assurance maladie qui prévoit une baisse progressive des forfaits techniques.

Les radiologues libéraux se mobilisent notamment contre les articles 77 et 78 de la LFSS et le plan imagerie 2025-2027 de l'Assurance maladie qui prévoit une baisse progressive des forfaits techniques.

Une colère massive et collective

La manifestation du 10 janvier 2026 à Paris est le point d'orgue d'une exaspération généralisée : « *C'est une attaque totale contre la médecine libérale*, assène Jean-Philippe Masson, le président de la FNMR. *Personne ne peut plus supporter les mesures qui sont prises pour casser la médecine de ville. Les liens sont rompus entre la FNMR et la CNAM depuis le mois de septembre. J'ai fait une tentative de négociation en demandant un moratoire, et [Thomas Fatôme](#) m'a répondu qu'il n'en était pas question. On ne peut pas négocier, il n'y a plus de communication. Tout le monde espère que cette mobilisation va faire bouger les lignes.* »



La mort de la médecine libérale

Également présent dans le cortège, Laurent Verzaux, directeur général du groupe Vidi, s'indigne de l'agressivité des mesures déployées par la CNAM et le gouvernement : « *On voudrait la mort de la médecine libérale, on ne s'y prendrait pas autrement. C'est catastrophique.* » Depuis la publication des rapports de l'Assurance Maladie et de l'IGAS cet été, puis par les mesures tarifaires de l'automne, la radiologie libérale est particulièrement visée par les assauts des politiques économiques de santé. En réaction, de nombreux radiologues libéraux ont entamé depuis plusieurs mois un arrêt de l'alimentation du DMP et une grève de la PDS.



Laurent Verzaux (à droite), directeur général du groupe Vidi, s'indigne de l'agressivité des mesures déployées par la CNAM et le gouvernement : « Pour faire des économies, la solution n'est pas de baisser les tarifs, mais de s'appuyer sur des moyens de pertinence dont on connaît l'efficacité. »

« Nous étions choqués de lire dans les rapports que l'imagerie n'était pas du soin. Ça, c'était de la provocation et on n'a pas du tout apprécié, confie Laurent Verzaux. Faire la grève de PDS c'est une façon pour nous de dire que si nous ne faisons pas du soin, alors on peut très bien se passer de nous. Mais on s'aperçoit qu'on ne peut pas se passer de nous, donc nous sommes réquisitionnés. L'objectif n'est pas de prendre nos patients en otages, mais bien de montrer que l'imagerie est incontournable dans la prise en charge des urgences, qu'on existe et qu'il faut prendre en compte nos revendications. Pour faire des économies, la solution n'est pas de baisser les tarifs, mais de s'appuyer sur des moyens de pertinence dont on connaît l'efficacité. »

Des patients compréhensifs

Près de Narbonne, la radiologue Katia Giobbini fait la grève de la PDS depuis deux mois, et le cabinet était fermé le 10 janvier 2026 pour permettre aux radiologues de se rendre à la manifestation à Paris. « *Nous avons arrêté toute activité et nous avons mis notre personnel au repos, indique-t-elle. Quand on se met en grève, il y a certains patients qui comprennent nos arguments et d'autres non. J'ai des patientes qui m'ont demandé si elles pouvaient faire quelque chose pour nous aider. Il y a des gens qui essaient vraiment de s'impliquer.* »

Le radiologue parisien Henri Guerini, président de l'UFMLS-Xray, fait également partie des médecins grévistes, et ce jusqu'au mercredi 14 janvier 2026. « *Nous nous sommes calqués sur le mouvement de grève des chirurgiens, parce que nous avons souvent des plateaux techniques communs* », indique-t-il.

« Ça ne s'arrêtera pas tant que le gouvernement ne nous respectera pas »

Parmi les revendications, Henri Guerini souhaite qu'une loi corrective permette de relancer les discussions avec le corps médical. « *On attend premièrement une rectification ou une non-application de ce PLFSS et deuxièmement on attend un dialogue sur les futures lois qui sont en train de faire la navette entre le Sénat et l'Assemblée, notamment la loi Mouiller et la loi Garot qui portent atteinte à*

la liberté d'installation et la liberté de choix du secteur. Donc ça ne s'arrêtera pas tant que le gouvernement ne nous respectera pas et tant qu'il n'accepta pas de discuter avec nous, prévient-il. C'est à la fois une manifestation contre ce PLFSS et une manière d'expliquer à l'État qu'on ne peut plus continuer à nous prendre pour des petits soldats dépendants du bon vouloir des politiciens qui font ce qu'ils veulent de la vie des médecins et des patients. Ce n'est plus possible et ça doit s'arrêter là. Le niveau d'insulte à l'égard du corps médical et la manière dont on nous a traité lors de ce PLFSS sont inédits. »

Reconnaissance du système libéral

De son côté, Marc Migraine, radiologue au Havre, attend une prise de conscience du pouvoir politique sur la pertinence et l'efficacité de la médecine libérale. *« Cette année, comme l'année précédente, on a un ONDAM qui est nettement inférieur à celui de l'hôpital, alors que le libéral représente 80 % des consultations et 60 % des interventions chirurgicales. Je ne veux pas dire du mal de l'hôpital, c'est juste que pour des interventions ordinaires, courantes, le système libéral est plus efficace et plus économe. Donc, logiquement, le pouvoir politique devrait plutôt favoriser le système libéral »*, déclare-t-il. À l'instar de ses confrères, le radiologue regrette que les mesures tarifaires grèvent les projets des structures. *« On a des forfaits techniques qui diminuent d'un côté, et des dépenses qui augmentent de l'autre. Il y a l'inflation, la crise énergétique, la pénurie de manipulateurs radio... On a beaucoup d'investissements à faire dans les équipements et l'intelligence artificielle, mais on nous coupe les ailes »*, déplore-t-il.

Des craintes pour la réforme de la CCAM

Dans le climat actuel de défiance, Fernando Neves, radiologue au sein du groupe francilien IMEF, redoute que les mesures d'économies s'étendent à la réforme de la CCAM. *« Ce que je vois arriver gros comme une maison si les articles de la LFSS ne sont pas remis en question, c'est une révision à la baisse de la CCAM. Évidemment on sera contre, on ne trouvera pas d'accord avec la CNAM et ils nous imposeront des tarifs*, craint-il. *On voit bien que quand ça ne va pas dans leur sens, s'ils ont la possibilité de passer en force, ils le font. »*

La mobilisation se poursuit

La manifestation à Paris a pris la forme d'une vague blanche. Neurologues, gastro-entérologues, psychiatres, gériatres, médecins vasculaires, généralistes, internes... Venus de toute la France, ils ont répondu présents. *« Un mouvement d'une telle ampleur, je n'avais pas vu ça depuis 1995. Cela montre bien que ce n'est plus supportable »*, témoigne Laurent Verzaux. *« On a enfin une solidarité pluridisciplinaire*, se félicite Henri Guerini. *C'est peut-être la satisfaction de ce mouvement »*. Chez les médecins libéraux, le pic de la grève est attendu entre le 12 et le 14 janvier 2026. Dans un communiqué, la FNMR se dit ouverte à la reprise des discussions *« dès lors qu'un changement de méthode sera engagé, fondé sur la concertation, la pertinence des soins et l'intérêt des patients »* et appelle à revenir à l'esprit du protocole signé en 2018 entre la CNAM et la FNMR *« qui avait permis de réaliser 80 millions d'euros d'économies sur les soins d'imagerie dès la première année*